



De la maternelle à l'université, **NON aux réformes Blanquer, OUI à une autre école !**

Le ministre Blanquer poursuit sa politique éducative rétrograde et libérale. Il passe en force, très autoritairement, sans s'embarrasser ni des avis des enseignants, ni des avis des parents !

Dans le premier degré :

Une réforme dangereuse pour les écoles !

La loi dite de « l'école de la confiance » prévoit :

- Le regroupement des écoles d'un secteur de collège sous l'autorité du chef d'établissement, avec un adjoint en charge du 1er degré. Cela se traduira par la disparition des postes de direction, la fin de l'autonomie pédagogique des équipes et une rupture du lien école/famille/mairie.
- L'obligation pour les mairies de financer les écoles maternelles privées sous contrat
- Des missions d'instruction obligatoire déléguées pour 2 ans aux jardins d'enfants privés
- Une reprise en main de la formation des enseignants basée sur une conception du métier réduite à des fonctions d'exécution. Des AED et étudiants en L2 mis en responsabilité de classe sans formation.

Dans le second degré :

Réforme du lycée et du baccalauréat : c'est toujours non !

- tri social des élèves dès l'entrée au lycée, sous couvert de choix des spécialités dès la seconde, qui détermineront le futur parcours universitaire des élèves.
- parcours sup : des centaines de milliers de jeunes orientés sur des parcours universitaires par défaut ou non choisis et des dizaines de milliers qui restent sur le carreau.

Réforme de l'enseignement professionnel : on n'en veut pas !

- diminution importante des enseignements disciplinaires pour les élèves.
- vision strictement utilitariste des LP : former des jeunes immédiatement exploitables sur le marché du travail.

De nouvelles suppressions massives de postes dès la prochaine rentrée !

Les décisions budgétaires pour la rentrée prochaine entraîneront inévitablement une dégradation des conditions d'enseignement et d'accès à la formation. Le projet de réforme de la Fonction Publique conduira à des milliers de suppressions de postes et à un large recours à la contractualisation. Nos organisations s'opposent à ce développement de la précarité. L'École a au contraire besoin de personnels formés et sécurisés pour enseigner et accompagner chaque élève.

NON à l'autoritarisme ! OUI au paritarisme !

En vidant les instances paritaires de la quasi-totalité de leurs compétences, le gouvernement réinvente le recours à l'autoritarisme hiérarchique et la mise au pas des fonctionnaires. En parallèle, la loi Blanquer veut limiter la liberté d'expression des enseignants ! C'est ça l'école de la confiance selon le ministre ! Enfin, le ministre entérine la fin de l'évaluation indépendante de sa politique éducative.

**Le samedi 30 mars,
Parents et enseignants, tous dans la rue !
PAU : 11h, place Clémenceau.
BAYONNE : 14h30, place Jacques Portes**